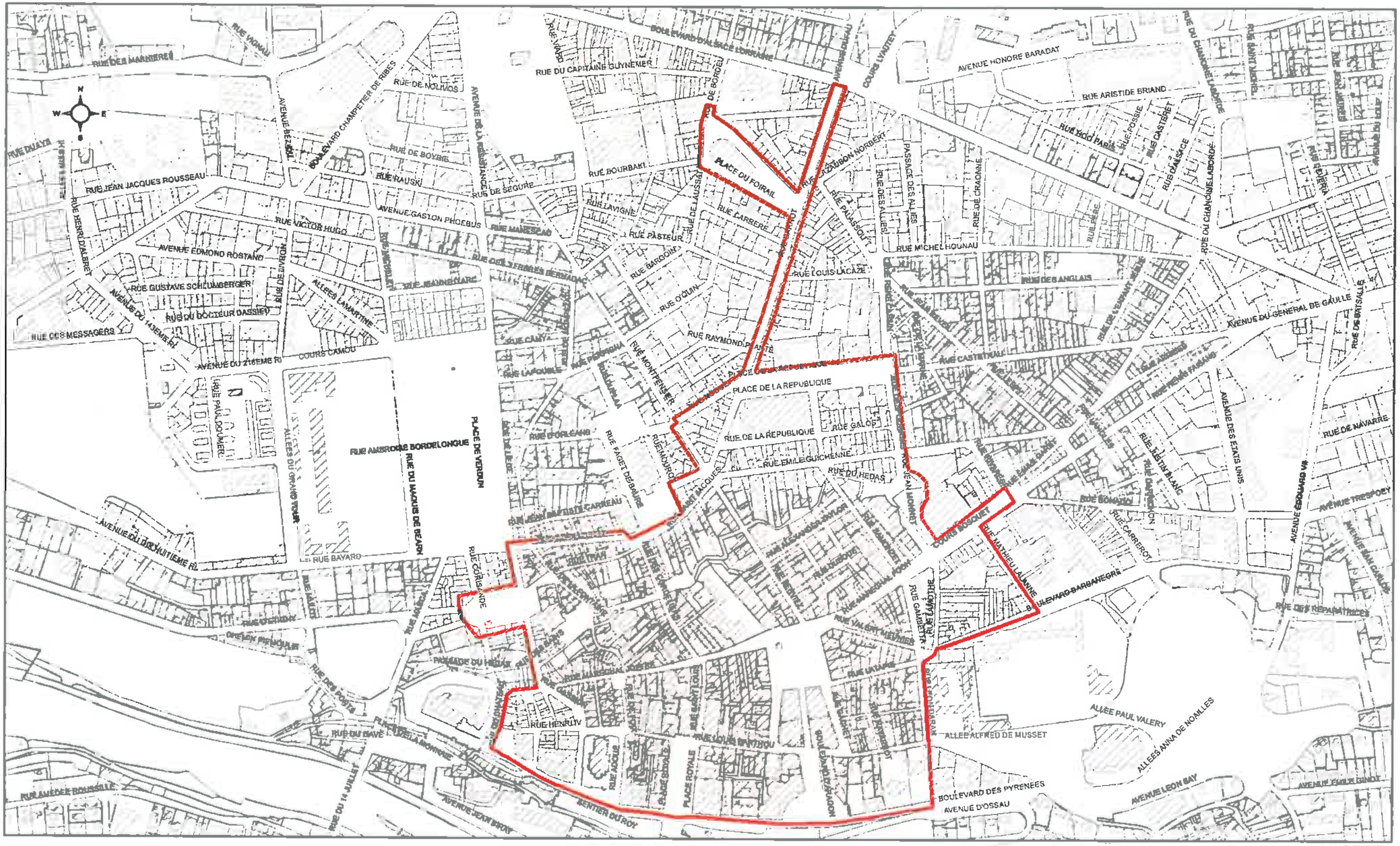
PERIMETRE D'APPLICATION DU DROIT DE PREEMPTION SUR LES FONDS ARTISANAUX, LES FONDS DE COMMERCE ET LES BAUX COMMERCIAUX

(article 58-1 de la loi n° 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises